

Le Gouvernement gagne du temps mais n'apporte pas de solution !

Lors de son intervention du 13 avril, le Président de la République a annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai accompagnée d'une réouverture progressive des écoles et des crèches. Il a également annoncé que le dé-confinement pourrait intervenir le 11 mai prochain sans apporter aucune précision sur l'organisation et les mesures qui seront mises en place.

Le 1<sup>er</sup> ministre lors de sa conférence de presse de dimanche soir n'a pas été plus précis sur l'organisation de l'éventuel dé-confinement ! Pourtant l'un et l'autre ont insisté sur la nécessité de la reprise de l'école.

Le seul objectif du premier ministre et de son gouvernement, c'est de gagner du temps car il est incapable d'annoncer les moyens qui seront mis à disposition des agents pour assurer les missions de service public en toute sécurité. Dans deux semaines, il présentera le plan qui sera mis en place.

Pendant cette période de confinement, les agents de la fonction publique territoriale sont présents quotidiennement auprès de la population (services d'aide à domicile, EHPAD, Pompiers, Police municipale, Collectes des ordures ménagères, services administratifs d'accueil du public, garde d'enfants d'hospitaliers, ASFAM, ...) et sont bien trop souvent dans l'ombre médiatique. Pourtant, la présence de ces agents est indispensable à la continuité de l'activité et ils seront également encore un peu plus nombreux à être mobilisés lors du dé-confinement. Ils remplissent leurs missions avec sérieux, compétences et responsabilité dans des conditions très difficiles mettant comme bien d'autres leur santé en jeu par manque de moyens (masques, gel...), le gouvernement étant incapable de faire face à la pénurie de matériel.

Pour la fédération des personnels des services publics et des services de santé Force Ouvrière, la réouverture des classes, crèches, restaurants scolaires, centres de loisirs ne pourra pas se faire sans la mise à disposition des moyens nécessaires (masques, gants, gel, tests de dépistage...) et d'organisations de mode de travail qui respectent les distanciations sociales nécessaires.

C'est pourquoi, la Fédération demande que les instances représentatives du personnel (comité technique et CHSCT) se réunissent dans les plus brefs délais et soutient tout ses syndicats FO qui exigent – et agissent et négocient en ce sens – que les moyens nécessaires (EPI, tests de dépistage, organisations du travail) soient mis en œuvre pour toute reprise du travail.

Contact :  
Dominique REGNIER : 0683823876

**Le secrétariat fédéral**

Paris, le 21 avril 2020